

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**PREFECTURE DU JURA**

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

---  
**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

---  
**Bureau de l'Environnement  
et du Cadre de Vie**

**Carrière de SYAM  
SARL ROUSSILLON  
39300 CHAMPAGNOLE**

---  
**Tel. 03.84.86.84.00**

**ARRÊTÉ N° 1250  
94/2004**

**LE PREFET,**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le Code Minier et notamment son article 4 ;
- VU le Code Rural et notamment ses articles 98, 103 et suivants ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 20 et L 736 à L 740 ;
- VU le Code Forestier et notamment ses articles L 141.1 et L 141.2, L 312.1 et L 313.4, L 314.1 et L 314.4 ;
- VU le Code de la Voirie Routière ;
- VU la Loi du 31 décembre 1913 modifiée sur la protection des monuments historiques ;
- VU la Loi du 02 mai 1930 modifiée sur la protection des sites ;
- VU la Loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le Décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU la Loi n° 92.3 du 03 janvier 1992 modifiée sur l'eau et ses Décrets ;
- VU la Loi n° 93.24 du 08 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- VU l'Arrêté Interministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévue à l'article 23.3 du Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU l'Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU Les arrêtés Ministériel du 10 février 1998 et du 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU le Décret n° 99.116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier ;
- VU les arrêtés préfectoraux n° 31 du 13/01/1989 et n° 847 du 27 juillet 1994 ayant autorisé la SARL ROUSSILLON dont le siège social est 14, rue Alexandre Volta 39300 CHAMPAGNOLE, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de SYAM ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 513 du 29 mars 1999 relatif à l'établissement des garanties financières ;
- VU la demande reçue le 19 août 2003, de Monsieur Arnaud RUSTHUL, gérant de la SARL ROUSSILLON sollicitant, au titre de la législation des installations classées, l'autorisation de renouveler et d'étendre l'exploitation d' une carrière à ciel ouvert de matériaux meubles sur la commune de SYAM, aux lieux-dits "Sous le Lavoir" et le « Champ Moureau », sur une superficie de 04 ha 49 a 84 ca ;

- Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1429 du 28 octobre 2003 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 17 novembre au 17 décembre 2003 inclus sur le territoire de la commune de SYAM ;
- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de CHAMPAGNOLE, SIROD, CHAUX DES CROTENAY, CIZE, BOURG DE SIROD, LOULLE, LE VAUDIOUX SYAM, LES PLANCHES EN MONTAGNE et CHATELNEUF l'avis au public ;
- Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de CHAMPAGNOLE, SIROD, CHAUX DES CROTENAY, CIZE, BOURG DE SIROD, LOULLE, LE VAUDIOUX SYAM, LES PLANCHES EN MONTAGNE et CHATELNEUF ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 18 mai 2004 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis en date du 16 juin 2004 de la Commission Départementale des Carrières au cours de laquelle le pétitionnaire a été entendu ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 8 juin 2004 à la connaissance du pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de l'article L.512-1 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions techniques prescrites pour l'installation de la carrière permettent de limiter l'impact sonore ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation des matériaux ainsi que la limitation dans le temps de l'autorisation est en conformité avec une utilisation rationnelle et noble de ceux-ci conformément au schéma des carrières du Jura ;

CONSIDÉRANT que la remise en état permet l'insertion dans l'environnement de l'ancien site d'extraction et en particulier de lui redonner une valeur agricole ;

CONSIDÉRANT les remarques de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur sur la durée d'autorisation afin de diminuer l'impact de la carrière ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du JURA.**

**ARRÊTE**

## Liste des articles

<b>TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES .....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation .....</b>	<b>5</b>
<i>Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation .....</i>	<i>5</i>
<b>CHAPITRE 1.2 Nature des installations .....</b>	<b>5</b>
<i>Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées .....</i>	<i>5</i>
<i>Article 1.2.2. Situation de l'établissement .....</i>	<i>5</i>
<b>CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation .....</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation et niveau de production .....</b>	<b>6</b>
<i>Article 1.4.1. Durée de l'autorisation et niveau de production .....</i>	<i>6</i>
<b>CHAPITRE 1.5 AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES .....</b>	<b>6</b>
<i>Article 1.5.1. ....</i>	<i>6</i>
<i>Article 1.5.2. ....</i>	<i>6</i>
<i>Article 1.5.3. ....</i>	<i>7</i>
<i>Article 1.5.4. ....</i>	<i>7</i>
<b>CHAPITRE 1.6 Garanties financièreS.....</b>	<b>7</b>
<i>Article 1.6.1. Objet des garanties financières.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 1.6.2. Montant des garanties financières.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 1.6.3. Etablissement des garanties financières.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 1.6.4. Absence de garanties financières.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 1.6.5. Appel des garanties financières.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 1.6.6. Levée de l'obligation de garanties financières.....</i>	<i>7</i>
<b>CHAPITRE 1.7 Modifications et cessation d'activité .....</b>	<b>8</b>
<i>Article 1.7.1. Porter à connaissance.....</i>	<i>8</i>
<i>Article 1.7.2. Changement d'exploitant .....</i>	<i>8</i>
<i>Article 1.7.3. Cessation d'activité .....</i>	<i>8</i>
<b>CHAPITRE 1.8 Délais et voies de recours .....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 1.9 Arrêtés, circulaires, instructions applicables .....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 1.10 Respect des autres législations et réglementations .....</b>	<b>9</b>
<b>TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations .....</b>	<b>9</b>
<i>Article 2.1.1. Objectifs généraux .....</i>	<i>9</i>
<i>Article 2.1.2. Consignes d'exploitation .....</i>	<i>9</i>
<i>Article 2.1.3. REGISTRES ET PLANS .....</i>	<i>9</i>
<b>CHAPITRE 2.2 VOIRIES – ACCES A LA CARRIERE .....</b>	<b>10</b>
<i>Article 2.2.1. VOIRIES .....</i>	<i>10</i>
<i>Article 2.2.2. ACCÈS À LA CARRIÈRE ET DESSERTE .....</i>	<i>10</i>
<b>CHAPITRE 2.3 EPAISSEUR D'EXTRACTION ET geometrie des fronts .....</b>	<b>10</b>
<i>Article 2.3.1. PROFONDEUR D'EXTRACTION .....</i>	<i>10</i>
<i>Article 2.3.2. geometrie des fronts .....</i>	<i>10</i>
<b>CHAPITRE 2.4 METHODE D'EXPLOITATION - MATERIEL.....</b>	<b>10</b>
<i>Article 2.4.1. DECOUVERTE ARCHEOLOGIQUE .....</i>	<i>10</i>
<i>Article 2.4.2. MODALITES D'EXTRACTION .....</i>	<i>10</i>
<i>Article 2.4.3. Installation de broyage / concassage / criblage / LAVAGE.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 2.4.4. Consignes de sécurité.....</i>	<i>11</i>
<b>CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents .....</b>	<b>11</b>
<i>Article 2.5.1. Déclaration et rapport .....</i>	<i>11</i>

CHAPITRE 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection .....	11
<b>TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....</b>	<b>12</b>
CHAPITRE 3.1 Conception des installations .....	12
Article 3.1.1. Dispositions générales .....	12
Article 3.1.2. Voies de circulation .....	12
<b>TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU .....	13
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau .....	13
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	13
Article 4.2.1. Dispositions générales .....	13
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	13
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	13
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU .....	14
Article 4.3.1. Identification des effluents .....	14
CHAPITRE 4.4 Collecte des effluents et traitements .....	14
Article 4.4.1. Règles générales.....	14
Article 4.4.2. Eaux domestiques et eaux pluviales non polluées .....	14
Article 4.4.3. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	14
Article 4.4.4. Eaux DE PROCE DES INSTALLATIONS ET PREVENTION DES POLLUTIONS.....	14
<b>TITRE 5 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>15</b>
CHAPITRE 5.1 Dispositions générales.....	15
Article 5.1.1. Aménagements .....	15
Article 5.1.2. Véhicules et engins .....	15
Article 5.1.3. Appareils de communication .....	15
CHAPITRE 5.2 Niveaux acoustiques .....	15
Article 5.2.1. Valeurs Limites d'émergence .....	15
Article 5.2.2. Niveaux limites de bruit.....	15
Article 5.2.3. MESURES PERIODIQUES .....	16
<b>TITRE 6 - PREVENTION DES RISQUES.....</b>	<b>16</b>
CHAPITRE 6.1 Principes directeurs.....	16
CHAPITRE 6.2 infrastructures et installations .....	16
Article 6.2.1. Accès et circulation dans l'établissement .....	16
Article 6.2.2. Formation du personnel.....	16
Article 6.2.3. Travaux d'entretien et de maintenance.....	16
CHAPITRE 6.3 moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	17
Article 6.3.1. Définition générale des moyens .....	17
Article 6.3.2. Entretien des moyens d'intervention.....	17
Article 6.3.3. SANCTIONS EN MATIERE D'INFRACTION AUX REGLEMENTS D'HYGIENE ET DE SECURITE DU PERSONNEL.....	17
<b>TITRE 7 – REMISE EN ETAT DU SITE.....</b>	<b>17</b>
Article 7.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	17
Article 7.1.2. OBJECTIFS DE REMISE EN ÉTAT .....	17
Article 7.1.3. SURFACE A REMETTRE EN ÉTAT.....	18
Article 7.1.4. MODALITÉS DE REMISE EN ÉTAT .....	18
Article 7.1.5. DATE DE FIN DE LA REMISE EN ÉTAT.....	18
Article 7.1.6. REMISE EN ÉTAT NON CONFORME À L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION.....	18

**TITRE 8 – DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF..... 19***Article 8.1.1. NOTIFICATION ET PUBLICITE..... 19**Article 8.1.2. EXECUTION ET AMPLIATION..... 19*

ANNEXE 1	Plan cadastral du site
ANNEXE 2	Modèle d'acte de cautionnement
ANNEXE 3	Plans d'extraction
ANNEXE 4	Plan avec zone d'émergence
ANNEXE 5	Remise en état

---

**TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES**

---

**CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION****ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La SARL ROUSSILLON, représentée par son Gérant M. Arnaud RUSTHUL, dont le siège social est situé 14, rue Alexandre Volta 39300 CHAMPAGNOLE est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SYAM, les installations détaillées dans les articles suivants.

**CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS****ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières						
2515	1	D	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Installation d broyage concassage et criblage de matériaux	puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation	< 200	kW	130	kW

A (autorisation)

D (déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

**Article 1.1.2. ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
SYAM	N° 452 à 457 lieudit « Sous le Lavoir » (carrière) n° 448 à 450 (installation) N° 458 à 467 et 1031 lieudit « Champ Moureau »

Le site de la carrière porte sur une superficie de 4ha 49a 84ca.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation au 1/2500<sup>ème</sup> de l'établissement joint en annexe 1 au présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION ET NIVEAU DE PRODUCTION**

### **ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION ET NIVEAU DE PRODUCTION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 5 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site dont les modalités sont définies au Titre 7.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 1 an avant la date d'échéance de la présente autorisation pour permettre l'achèvement de la remise en état.

La production moyenne annuelle sur 4ans est de 50 000 tonnes avec un maximum annuel de 60 000 tonnes. La quantité totale maximale autorisée à extraire est de 200 000 tonnes.

## **CHAPITRE 1.5 AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**

### **ARTICLE 1.5.1.**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur la voie d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

### **ARTICLE 1.5.2.**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation :

- de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- de placer des bornes de nivellement ;
- de placer une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation, qui enfermera la zone d'extraction, les installations et les bassins de décantation. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ;
- de placer des pancartes bien en vue, laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation, qui signaleront l'existence de la carrière, des tirs de mines et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres ;
- de définir un plan de circulation et d'évolution des engins et piétons au sein des emprises de la carrière. Il sera affiché de façon à être lisible de tous les conducteurs. Les véhicules devront accéder depuis la RD 279 par le Sud ;
- de mettre en place un merlon de 3 m de haut au moins limitant l'installation de traitement des matériaux. Ce merlon doit isoler l'installation phonique vis à vis du village de SYAM ;
- d'équiper la trémie d'alimentation des galets avec le goulet avec des matériaux isolants de type caoutchouc ;
- de remplacer les grilles métalliques par des grilles en matériaux isolants type polyuréthane.

### ARTICLE 1.5.3.

L'exploitant établit et tient à jour un document de sécurité et de santé dans lequel sont déterminés et évalués les risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé.

Ce document précise, en outre, les mesures prises pour assurer la sécurité et la santé du personnel en ce qui concerne la conception, l'utilisation et l'entretien des lieux de travail et des équipements.

### ARTICLE 1.5.4.

Dès que les aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière ont été mis en place, tels qu'ils sont précisés aux articles 1.5.1 à 1.5.4 ci-dessus, le titulaire de la présente autorisation adresse au Préfet une déclaration de début d'exploitation en trois exemplaires et le document attestant la constitution des garanties financières prévues au chapitre 1.6 du présent arrêté, établi suivant le modèle d'acte de cautionnement solidaire joint en annexe 2 du présent arrêté.

## CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIERES

### ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site selon les dispositions prévues au Titre 7 du présent arrêté et conformément aux phases décrites au paragraphe 2.5.1 et selon les plans joints en annexe 3.

### ~~Article 1.1.2.~~ **ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES**

-	1 <sup>ère</sup> phase de 5 ans	superficie d'environ 1,3 ha d'infrastructure et de chantier	45 700 € TTC
---	---------------------------------	-------------------------------------------------------------	--------------

### ~~Article 1.1.3.~~ **ARTICLE 1.6.3. ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIERES**

Avant la mise en activité de la carrière, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié (annexe 2) ;

### ~~Article 1.1.7.~~ **ARTICLE 1.6.4. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce Code.

Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### ~~Article 1.1.8.~~ **ARTICLE 1.6.5. APPEL DES GARANTIES FINANCIERES**

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières

- Soit en cas de non respect des prescriptions en matière de remise en état fixées au Titre 7 et après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L.514-1 du Titre 1er du Livre V du code de l'Environnement,
- Soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

La mise en jeu des garanties financières se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par le Préfet à l'organisme garant.

### ~~Article 1.1.9.~~ **ARTICLE 1.6.6. LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

## CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

### ARTICLE 1.7.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### ~~Article 1.1.5.~~ **ARTICLE 1.7.2. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Le changement d'exploitant est subordonné à une nouvelle autorisation accordée dans les conditions prévues à l'article 23.2 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

### ~~Article 1.1.6.~~ **ARTICLE 1.7.3. CESSATION D'ACTIVITE**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins un 1 an avant la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. l'insertion du site dans son environnement,

## CHAPITRE 1.8 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de six mois à compter à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prévu aux articles 1.5 et 1.6 du présent arrêté.

## CHAPITRE 1.9 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
22/09/94	Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Et notamment les articles :

- 10.1 : technique de décapage
- 13 : accès - clôture - signalisation du danger
- 17 : prévention des pollutions - dispositions générales



- 18.1 : prévention des pollutions accidentelles
- 18.2 : rejets d'eau dans le milieu naturel
- 19 : limitation de l'émission et de l'envol des poussières
- 20 : équipements de lutte contre l'incendie
- 21 : élimination des déchets
- 22 : prévention du bruit et des vibrations mécaniques.

## **CHAPITRE 1.10 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme et le Règlement Général des Industries Extractives.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### **Article 1.1.2. ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation de la carrière doit être conduite conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux autres règlements en vigueur.

L'extraction doit être réalisée suivant le schéma comportant 1 période successive d'une durée de 5 ans. La quantité de matériaux à extraire pour cette période est de 200 000 tonnes, soit une moyenne de 50 000 t/an sur 4 ans d'extraction, la dernière année étant utilisée à la remise en état.

#### **Article 1.1.2. ARTICLE 2.1.3. REGISTRES ET PLANS**

L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs et, en particulier, la cote définie à l'article 2.3.1 du présent arrêté,
- les zones remises en état,

- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 2.5.3. ci-dessous.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

## **CHAPITRE 1.3CHAPITRE 2.2 VOIRIES – ACCES A LA CARRIERE**

### **ARTICLE 2.2.1. VOIRIES**

Le présent arrêté ne fait pas obstacle à la réglementation applicable en matière de contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales, en particulier les articles L 131.8 et L 141.9 de la loi n° 89.413 du 22 juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière.

### **ARTICLE 2.2.2. ACCÈS À LA CARRIÈRE ET DESSERTE**

Les accès à la voirie publique - route départementale n° 279 - sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité.

## **CHAPITRE 1.3CHAPITRE 2.3 EPAISSEUR D'EXTRACTION ET GEOMETRIE DES FRONTS**

### **Article 1.1.2. ARTICLE 2.3.1. PROFONDEUR D'EXTRACTION**

La profondeur d'extraction maximale ne devra pas dépasser le niveau de base 528 cote NGF et être situé à 1,50 m au-dessus de la nappe. Les matériaux sont exploités sur 20 m environ.

### **Article 1.1.2. ARTICLE 2.3.2. GEOMETRIE DES FRONTS**

Les fronts doivent être constitués de gradins de 10 m, au plus, de hauteur verticale.

Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur, tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

## **CHAPITRE 1.3CHAPITRE 2.4 METHODE D'EXPLOITATION - MATERIEL**

### **ARTICLE 2.4.1. DECOUVERTE ARCHEOLOGIQUE**

En cas de découverte "fortuite" de vestiges archéologiques, les lieux seront aussitôt laissés en l'état et le permissionnaire en avisera immédiatement la Direction Régionale des Affaires Culturelles en Franche-Comté à BESANÇON.

Durant les travaux de décapage et d'extraction, et en cas de découverte, il appartiendra aux deux parties de formaliser éventuellement un accord, par convention ou équivalent, établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 2.4.2. MODALITES D'EXTRACTION**

L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans ses plans prévisionnels dont copies sont jointes au présent arrêté en annexe 3.

#### **Décapage des matériaux superficiels**

Ces matériaux sont composés de terre végétale, d'argile et de cailloux. Ils sont décapés à l'aide d'un buteur. Ils seront disposés en périphérie de la zone à extraire ou utilisés directement comme base de revégétalisation de zones

réaménagées. Le décapage s'effectuera par phases successives en fonction des besoins. Le volume de matériaux de découverte est estimé à 1000 m<sup>3</sup>.

### **Extraction**

Le gisement est extrait uniquement au moyen d'engins mécaniques (pelle hydraulique ou chargeur).

L'extraction se déplace progressivement vers le Sud-Est, en laissant derrière elle une plate-forme subhorizontale à 1,50 m au-dessus du niveau piézométrique.

Une rampe d'accès est réalisée dans le talus en extraction, réalisant de ce fait une banquette d'une largeur d'au moins 7 m permettant la circulation des engins. Cette rampe sera exploitée en fin d'autorisation de manière à conserver un seul talus avec une pente de 35° par rapport à l'horizontale.

Le gisement est extrait du haut vers le bas à partir du pied du talus, à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur.

### **ARTICLE 2.4.3. INSTALLATION DE BROyage / CONCASSAGE / CRIBLAGE / LAVAGE**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'installation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à leur emploi.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment des extincteurs portatifs situés dans les cabines des engins.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### **ARTICLE 2.4.4. CONSIGNES DE SECURITE**

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

## **CHAPITRE 1.5CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.6CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,

- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

---

## **TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie.

#### **ARTICLE 3.1.2. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- Des campagnes de raclage des boues afin d'éviter les reprises incessantes de poussières par les roues des camions seront réalisées ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

---

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Débit maximal journalier
Nappe (captage sur la carrière)	160 m <sup>3</sup>

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement des économies réalisables. Le relevé des volumes est effectué mensuellement et retranscrit sur un registre.

### CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...).

#### ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état.

## **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux domestiques,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues des eaux de ruissellement de chaussée, des parkings,
- les eaux de procédé des installations de traitement des matériaux.

## **CHAPITRE 4.4 COLLECTE DES EFFLUENTS ET TRAITEMENTS**

### **ARTICLE 4.4.1. REGLES GENERALES**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### **ARTICLE 4.4.2. EAUX DOMESTIQUES ET EAUX PLUVIALES NON POLLUEES**

Les eaux domestiques et eaux pluviales non polluées sont collectés séparément et doivent être éliminées conformément aux prescriptions des règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

### **ARTICLE 4.4.3. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES**

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures, telles que les eaux de ruissellement sur l'aire de ravitaillement des engins de chantier prévue à l'alinéa suivant doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur à hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique et ces eaux doivent avoir une teneur en hydrocarbures avant rejet inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

### **ARTICLE 4.4.4. EAUX DE PROCE DES INSTALLATIONS ET PREVENTION DES POLLUTIONS**

Les eaux de lavage des matériaux sont rejetées dans des bassins de décantation sans exutoire de 1300 m<sup>2</sup> de superficie. Les eaux percolent à travers les fines de celui-ci.

Ces eaux doivent avoir une teneur en hydrocarbures avant rejet inférieure à 10mg/l.

Afin de prévenir une pollution par des hydrocarbures, les dispositions suivantes seront mises en œuvre :

- les vidanges et entretien du matériel roulant seront réalisés dans les ateliers de l'entreprise à CHAMPAGNOLE,
- les produits usés (huiles de vidanges, filtres, etc. seront immédiatement traités par les filières adaptées,
- le ravitaillement des engins sera réalisé par camions au-dessus d'une aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbures qui récupère les égouttures et les déversements accidentels.

A tout stockage d'hydrocarbure doit être associée une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- . 50 % de la capacité des réservoirs associés.

## TITRE 5 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 5.1 DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 5.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement sont applicables.

#### ~~Article 1.1.2.~~ ARTICLE 5.1.2. VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

#### ~~Article 1.1.3.~~ ARTICLE 5.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### ~~CHAPITRE 1.2~~CHAPITRE 5.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ~~Article 1.1.1.~~ ARTICLE 5.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	3dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### ~~Article 1.1.2.~~ ARTICLE 5.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer, à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement :

- les jours ouvrables de 7 h 00 à 22 h 00 sauf les dimanches et jours fériés : 70 dB (A).

L'activité durant les périodes allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que dimanche et jours fériés est interdite.

Tout constat de dépassement de ces niveaux devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins.

Les zones à émergence réglementées sont constituées par l'intérieur des premières maisons d'habitation situées (annexe 4) :

à environ 100 m de la limite Nord-Est de la carrière : une résidence (1)

à environ 200 m de la limite Nord de la carrière dans le lotissement (2)

### **Article 1.1.2- ARTICLE 5.2.3. MESURES PERIODIQUES**

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, dès la mise en place des aménagements préliminaires prévus au chapitre 1.5 et à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, à une mesure de niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Ces mesures, destinées en particulier, à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations, en différents points en limite de propriété et à proximité des plus proches habitations.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats transmis à l'Inspecteur des installations classées dans le mois qui suit leur réception.

---

## **TITRE 6 - PREVENTION DES RISQUES**

---

### **CHAPITRE 6.1 PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **CHAPITRE 1.3 CHAPITRE 6.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 6.2.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, cf. aménagements préliminaires définis au paragraphe 1.5.3.

#### **Article 1.1.4- ARTICLE 6.2.2. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### **Article 1.1.5- ARTICLE 6.2.3. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée.



## **CHAPITRE 1.8CHAPITRE 6.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **ARTICLE 6.3.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

### **Article 1.1.2.ARTICLE 6.3.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **Article 1.1.6.ARTICLE 6.3.3. SANCTIONS EN MATIERE D'INFRACTION AUX REGLEMENTS D'HYGIENE ET DE SECURITE DU PERSONNEL**

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par la législation et la réglementation relatives aux installations classées, les infractions aux dispositions du règlement de police des carrières en matière de sécurité et de santé du personnel seront passibles des sanctions prévues à l'article 141 du Code Minier.

Au besoin, l'interdiction provisoire ou définitive de l'exploitation pourra être prononcée si les travaux d'exploitation de la carrière sont de nature à compromettre gravement la sécurité et la santé du personnel.

---

## **TITRE 7 – REMISE EN ETAT DU SITE**

---

### **ARTICLE 7.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant telles que définies dans ses plans prévisionnels dont copies sont jointes au présent arrêté (annexe 5).

La remise en état est à réaliser principalement de manière coordonnée et doit comporter, conformément au descriptif du dossier de demande déposé :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'aménagement du carreau avec revégétalisation herbacée totale du site afin de tenir compte de l'occupation des sols à dominante prairiale conformément aux prescriptions du rapport d'expertise de la Chambre d'Agriculture d'avril 2004 ;
- l'aménagement d'un talus unique de 35° permettant la liaison avec l'environnement bocager.

### **ARTICLE 7.1.2. OBJECTIFS DE REMISE EN ÉTAT**

#### **Aménagement du talus**

Tous les talus résiduels, exploités avec une pente de 40° maximum, seront inclinés à 35° par reprise du profil global (suppression de la banquette intermédiaire).

Les parties supérieures et inférieures des talus seront arrondies sur quelques mètres pour se rapprocher du profil des terrasses naturelles.

Après régalinge de terre végétale sur une dizaine de centimètres d'épaisseur, un semis manuel sera effectué.

Les talus constituant un milieu particulièrement drainant, donc présentant des conditions de xéricité plus marquées que sur le carreau, le semis herbacé fera appel à des espèces adaptées à la sécheresse : fétuque ovine, avoine pubescente, pâturin des prés, dactyle, vesce en épi, achillée mille-feuille, lotier corniculé, petite pimprenelle, brome dressé, plantain lancéolé.

La dose du semis sera légèrement plus élevée pour parer à l'entraînement des graines par ruissellement après semis : 40 kg/ha.

Le linéaire de talus particulièrement visible depuis les habitations, sera partiellement planté. Il s'agit des talus au Sud et Sud-Est de la carrière.

Les plantations auront pour objectif d'initier la recolonisation arbustive et de donner au site des caractéristiques paysagères proches de celles observées sur les talus de terrasses alluviales.

Les plantations se feront sous forme de bouquets de 50 m<sup>2</sup> en pied et au sommet de talus, à la densité de 15 plantes par bouquet.

Les espèces préconisées sont le nerprun purgatif, la viorne obier, le cornouiller sanguin, le troène, l'épine-vinette, le cerisier de Sainte-Lucie.

Quelques frênes seront également plantés.

### **Aménagement du carreau**

Toutes les installations seront démontées et évacuées, de même que tout autre matériel ou déchet d'exploitation.

#### ▪ **Reconstitution du sol**

- Reconstituer le sous-sol initial en étalant, sur un plan proche de l'horizontale, une couche de matériaux fluvioglaciers originaux du site, sur une épaisseur d'au moins 50 cm. Un mélange doit être fait avec les matériaux fins déposés au fond des bacs de décantation afin d'éviter les poches plus humides qui pourraient se retrouver en surface.
- Étendre ensuite une couche de terre sur une épaisseur de 15 à 20 cm sur le matériau.
- Concasser les éléments grossiers présents en surface (il ne doit pas rester en surface d'éléments grossiers d'une taille supérieure à 7 cm).

#### ▪ **Mise en culture**

Le mélange d'espèces s'inspirera du cortège floristique initial : trèfle des prés, fétuque des prés, vulpin des prés, houlque laineuse, flouve odorante, pâturin des prés, lotier corniculé.

Le semis aura lieu en avril, à la dose de 30 – 35 kg de graines par hectare ou en fin d'été.

### **ARTICLE 7.1.3. SURFACE A REMETTRE EN ÉTAT**

La surface à remettre en état est de 04 ha 49 a 84 ca.

### **ARTICLE 7.1.4. MODALITÉS DE REMISE EN ÉTAT**

Ces travaux seront réalisés à l'avancement tels que prévus par le pétitionnaire dans ses plans prévisionnels de phasage (annexe 3).

### **ARTICLE 7.1.5. DATE DE FIN DE LA REMISE EN ÉTAT**

La remise en état totale du site doit être achevée six mois avant le terme de l'autorisation.

### **ARTICLE 7.1.6. REMISE EN ÉTAT NON CONFORME À L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION**

Toute infraction aux prescriptions ci-dessus relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

---

## TITRE 8 – DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF

---

### ARTICLE 8.1.1. NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à la SARL ROUSSILLON.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de SYAM par les soins du Maire pendant un mois.

### ARTICLE 8.1.2. EXECUTION ET AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du JURA , le Maire de SYAM, ainsi que le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée :

- aux Conseils municipaux de CHAMPAGNOLE, SIROD, CHAUX DES CROTENAY, CIZE, BOURG DE SIROD, LOULLE, LE VAUDIOUX SYAM, LES PLANCHES EN MONTAGNE et CHATELNEUF ;
- à la Direction Départementale de l'Équipement,
- à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- à la Direction Départementale du Service Incendie et de Secours,
- à la Direction Régionale de l'Environnement,
  
- à la Direction de l'Institut National des Appellations d'Origine,
- à la Direction Régionale des Affaires Culturelles,
- à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté à Besançon,
- à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté – 2<sup>ème</sup> Subdivision du JURA .

Fait à LONS-LE-SAUNIER, le 15 juillet 2004

Pour ampliation

Pour le Préfet

Et par délégation

Le Secrétaire Administratif

Valérie DACLIN

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation

Le Sous-Préfet

Hubert GALZY